

## **Thème 3 – Le siècle des totalitarismes**

### **Question 2 – La fin des totalitarismes**

#### **Cours 1**

## **La dénazification de l'Allemagne et le procès de Nuremberg**

### **I La dénazification dans l'Allemagne occupée par les Alliés**

#### **1. Les objectifs des Alliés**

- Dès 1943, la déclaration de Moscou marque l'intention des Alliés de juger les crimes et atrocités perpétrés par les " officiers et soldats allemands et les membres du parti nazi ". A la fin de la conférence de Postdam (17 juillet-2 août 1945), ils affirment la responsabilité du peuple allemand, s'engagent à dissoudre toutes les institutions nazies, à juger tous ceux qui auraient participé à des atrocités ou des " crimes de guerre " et à démocratiser l'Allemagne.
- La dénazification s'engage dans un pays divisé en quatre zones d'occupation : en théorie, un conseil de contrôle interallié siégeant à Berlin gère l'Allemagne, mais en pratique, chaque puissance d'occupation va mener sa propre politique de dénazification. La découverte des camps de concentration et d'extermination renforce la volonté des Alliés d'extirper le nazisme d'Allemagne.
- Toutefois, les Alliés ont également pour ambition de remettre le pays en marche et l'Allemagne ne peut pas être faite sans les Allemands. Or, au lendemain de la défaite allemande, le parti nazi compte 8,5 millions de membres et la majorité des élites du pays en font partie (médecins, juges, fonctionnaires, etc.). De plus, la dénazification risque d'entraîner une réaction nationaliste au sein de la population.

#### **2. L'épuration dans les trois zones occidentales**

- Des milliers de fonctionnaires sont révoqués ou rétrogradés et nombreux procès sont organisés par des tribunaux. Au total, 870 000 personnes perdent leur emploi et 5 000 condamnations sont prononcées - ce qui est peu au regard du nombre de membres du parti nazi - dont 800 condamnations à mort. Des questionnaires sont envoyés à des millions d'Allemands ce qui permet de les classer en cinq catégories en fonction de leur degré d'implication dans la politique du régime nazi.
- Il s'agit de rééduquer la population allemande. Les Alliés imposent aux populations locales de visiter les camps de concentration, et les photographies et les films de ces visites sont largement diffusés. Le procès de Nuremberg est radiodiffusé et des documents de propagande projetés. Les manuels scolaires sont remplacés et les signes et emblèmes quotidiens de la période nazie sont effacés (monuments, productions artistiques, noms de rues, etc.).
- La liberté d'expression, la formation de syndicats et de partis politiques sont encouragés - à conditions qu'ils ne soient pas nazis - dans les Länder créés à l'Ouest. Des élections municipales sont organisées en 1947 et, la même année, chaque Land approuve sa Constitution par référendum. Il s'agit de démocratiser l'Allemagne. Enfin, l'aide économique du plan Marshall vise à reconstruire le pays, mais également à conforter ses fondements démocratiques.

### 3. En zone soviétique

---

- Les anciens nazis sont éliminés des postes de direction, mais l'épuration vise surtout à mettre en place les bases d'un régime communiste. Les adversaires potentiels du communisme sont donc les principales cibles, ainsi que les principaux fonctionnaires, les grands propriétaires terriens et les industriels. Au total, 120 000 personnes sont déportées dans des camps de travail en URSS et plusieurs milliers sont exécutées.
- L'idée dominante est que le fascisme se concentrerait principalement dans l'Ouest capitaliste, puisque l'interprétation communiste fait du fascisme le produit du capitalisme. Les partis politiques autorisés doivent appartenir à un " bloc antifasciste " contrôlé par le PCUS et les postes de responsabilité sont confiés à des communistes allemands. En 1946, le Parti communiste d'Allemagne (KPD) et le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) fusionnent pour former le Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED), marxiste-léniniste et dont l'organisation est calquée sur celle du PCUS.
- L'enseignement et la culture sont réorientés vers le modèle communiste. Lorsque la RDA est créée en 1949, le pays est une démocratie populaire dans lequel le modèle soviétique a été imposé par Moscou et les communistes allemands, comme dans les autres pays d'Europe de l'Est appartenant à la " sphère soviétique ".

## II Le procès de Nuremberg

### 1. Le premier tribunal international

---

- Le procès de Nuremberg est la manifestation la plus emblématique de la dénazification - l'idée d'une justice internationale s'était développée au temps de la SDN, mais n'avait pas débouché. Il dure de novembre 1945 à septembre 1946. 22 responsables nazis doivent répondre à quatre chefs d'accusation : complot pour dominer l'Europe, crime contre la paix, crimes de guerre et crimes contre l'humanité (ce dernier représentant une nouveauté juridique élaborée par les Alliés lors des accords de Londres, le 8 août 1945).
- Tous les dirigeants nazis ne sont pas jugés, bien entendu : Hitler, Himmler et Goebbels se sont suicidés ; Goering se suicide également en prison la veille de son procès. D'autres se sont enfuis et ne seront pas tous retrouvés. 22 dirigeants nazis sont jugés. Au total, le tribunal prononce 12 condamnations à mort, 7 à la prison et 3 acquittements.
- Sur le modèle de ce procès, les Américains, des tribunaux militaires organisent dans les mois qui suivent douze autres procès dont il a été question plus haut, destinés à juger des membres de la Gestapo, de la SS, des médecins, des industriels, des militaires.

### 2. La critique du procès

---

- La première critique du procès concerne la légitimité morale des juges, en particulier soviétiques. Certains soulignent que l'URSS a commis des crimes de guerre - le massacre d'officiers polonais à Katyn, en 1940 - et des crimes contre la paix - le pacte germano-soviétique de 1939. Ce tribunal est donc soupçonné d'imposer " la justice des vainqueurs ", sans réciprocité.
- Malgré l'énorme documentation réunie sur les preuves contre les accusés, les documents projetés, le fait de filmer et de diffuser les séances du tribunal, d'autres critiques concernent l'efficacité du tribunal : ainsi, Albert Speer et Baldur von Schirach sont condamnés à des peines de prison alors que leur responsabilité peut être considérée comme aussi importante d'autres hauts responsables nazis condamnés à la peine capitale.

- Enfin, le génocide des Juifs et des Tsiganes ne fait pas l'objet d'un traitement particulier - le terme de génocide, qui existe à cette époque, n'est pas utilisé lors du procès. Pourtant, toutes les preuves existent dès cette période sur la réalité du génocide et sur ses modalités et des témoins évoquent les camps d'extermination au cours du procès.

### **3. La portée ultérieure du principe de " Crime contre l'humanité "**

---

- Le principe de crime contre l'humanité est un principe imprescriptible : il va donner lieu à des actions en justice ultérieures contre des nazis (procès Eichmann et Barbie). Sur le modèle du procès de Nuremberg, les Alliés organisent également le jugement des criminels de guerre japonais au cours du procès de Tokyo (1946-1948).
- Le principe de crime contre l'humanité inspire aujourd'hui encore les tribunaux internationaux, comme le TPIY, créé en 1993 à l'initiative de l'ONU. Toutefois, la guerre froide va bloquer pendant plusieurs décennies la mise en place d'une justice internationale efficace.
- Enfin, la Cour pénale internationale (CPI) créée en 1998 peine à imposer sa légitimité : seuls 117 Etats membres de l'ONU (sur 193) ont ratifié le Statut de Rome reconnaissant son autorité. Des pays comme les Etats-Unis, l'Inde, la Chine et la Russie craignent une remise en cause de leur souveraineté nationale par cette cour.

## **III Le bilan de la dénazification**

### **1. Une entreprise très incomplète**

---

- Sur plus de 13 millions de procédures instruites, plus de 9 millions sont abandonnées pour cause de charges insuffisantes dans la zone américaine. Les questionnaires sont parfois remplis de façon mensongère, des accusés paient des témoins pour assurer le jury de leur absence d'implication dans la politique nazie, etc. Après quelques temps, la dénazification se transforme en fait en vaste processus de réhabilitation.
- Les Alliés se heurtent également à une autre réalité : il s'agit de trouver suffisamment d'Allemands compétents pour permettre la remise en marche du pays. A titre d'exemples, à Bonn, 102 médecins sur 112 appartenaient au Parti nazi ; à Cologne, 18 des 21 spécialistes du service des eaux ; en Bavière, 91% des juges sont d'anciens nazis au début des années 1950. En Allemagne de l'Est, de nombreux membres de la Stasi sont d'anciens nazis.
- Non seulement de nombreux anciens nazis se sont enfuis ou ont dissimulé leur passé, mais les Etats-Unis et l'URSS comprennent rapidement l'intérêt d'utiliser les compétences d'anciens nazis. Le cas le plus connu est celui des ingénieurs et des scientifiques, comme Wernher von Braun. Mais dans le nouveau contexte de guerre froide, les deux Grands ont rapidement comme priorité d'utiliser tous ceux qui peuvent les aider à renforcer leurs services de renseignement.

### **2. Un processus interrompu par la guerre froide**

---

- Avec la création des deux Allemagne en 1949, la dénazification passe au second plan. En RFA, la priorité est de bâtir un Etat démocratique et stable, comme le souhaite le chancelier Konrad Adenauer. Il s'agit également de reconstruire l'économie du pays. En RDA, il importe aux Soviétiques et aux communistes allemands de construire un Etat fondé sur les principes du communisme.
- L'Allemagne et Berlin en particulier deviennent un enjeu majeur entre les deux superpuissances. Les impératifs de la propagande dispensent les populations des deux Etats

allemands d'une réflexion sur le passé : à l'Est, le régime est communiste et la population est définie comme antinazie, par définition. A l'Ouest, la réhabilitation de facto de la masse des habitants conforte les institutions démocratiques jugées encore fragiles.

- Avec la militarisation de la guerre froide, les deux Allemagnes deviennent des alliés privilégiés des grandes puissances : la RFA est intégrée à l'OTAN en 1955, lorsque l'URSS met en place le Pacte de Varsovie avec les démocraties populaires, parmi lesquelles la RDA.

### 3. Assumer l'héritage du nazisme

---

- Une majorité d'Allemands refuse toute responsabilité dans le soutien au régime nazi. Dans les années 1950, des sondages d'opinion réalisés en RFA montrent qu'une majorité d'Allemands continue de considérer le nazisme comme " une bonne idée mal appliquée " et un pourcentage important (quoique minoritaire) estime que l'Allemagne est mieux sans les Juifs.
- Le tournant s'effectue avec la nouvelle génération qui arrive à l'âge adulte dans les années 1960. D'après certains historiens, le procès Eichmann (1962) déclenche une vaste réflexion collective - qui n'est pas exempt de culpabilité, d'ailleurs. Le passé nazi de l'Allemagne cesse d'être un tabou et des historiens allemands ont multiplié les travaux montrant l'implication, longtemps niée, de nombreuses composantes de la population allemande dans les crimes nazis.
- Au début du XXIe siècle, cette problématique a changé. D'autres génocides ont été perpétrés - à une échelle moindre, toutefois - et la question s'est déplacée. Comme l'écrit Richard J. Evans : " Le legs du IIIe Reich [ . . . ] dépasse de loin l'Allemagne et l'Europe. Le IIIe Reich donne à voir sous la forme la plus aiguë les potentialités et les effets de la tendance humaine à la haine et à la destruction qui existe, ne serait-ce qu'un peu, chez chacun de nous. " <sup>1</sup>

---

1. Richard J. EVANS, *Le Troisième Reich, 1939-1945*, 3<sup>e</sup> T, Flammarion, 2009.